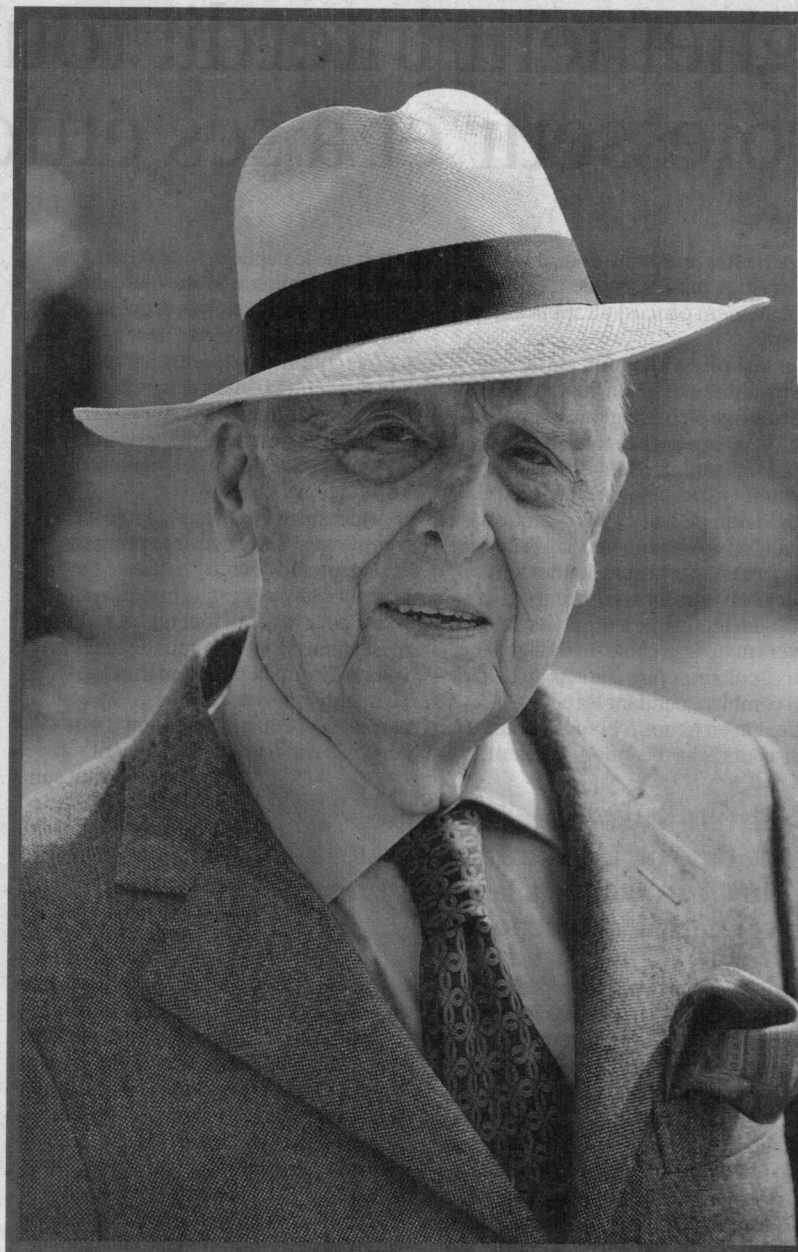




Un membre éminent du dernier ordre de chevalerie

PAR JACQUES DE SAINT VICTOR

Avec Daniel Cordier, qui en était le chancelier honoraire, disparaît l'avant-dernier membre d'un ordre très étonnant, l'ordre de la Libération, fondé en novembre 1940, par le général de Gaulle pour « récompenser les personnes ou les collectivités militaires et civiles qui se seront signalées dans l'œuvre de libération de la France et de son Empire ». Le général de Gaulle en fut le seul grand-maître. Lorsqu'il crée cet ordre, l'homme du 18 juin se trouvait alors à Brazzaville. Il avait essuyé un certain nombre d'avanies. Après son échec devant Dakar, en septembre 1940, il ne parvenait pas à rallier à sa cause l'Afrique occidentale française (AOF), sur laquelle il fondait beaucoup d'espoir avec l'Afrique équatoriale française. Le général comprend alors que la route sera longue avant de rétablir la souveraineté française. C'est dans ce contexte qu'il crée cet ordre. Parler de « Libération » en 1940, c'était faire preuve d'une grande vision mais c'était aussi une façon pour le Général de redonner de l'espoir à la petite communauté d'élus qui le suivaient. La croix de Lorraine choisie est ainsi accompagnée d'un ruban noir et vert, couleurs qui symbolisent le deuil et l'espérance. Sur l'envers de la médaille, on peut lire : « *Patriam servando, victoria tulit* » (« En servant la patrie, il a remporté la victoire »).

Cet ordre n'est pas semblable à ceux que la France connaît depuis la Légion d'honneur, fondé par Napoléon sur le modèle de l'ordre royal de Saint-Louis. Ces ordres sont pérennes. « *L'ordre de la Libération a un caractère plus spécifique, avec un esprit quasiment médiéval, pour le moins chevaleresque* », explique l'historien Éric Roussel, biographe du général de Gaulle. À l'origine, cet ordre devait réunir ceux que le Général appelait les « *croisés de la Libération* », comme le précise à l'époque un de ses télégrammes. Mais c'est le juriste René Cassin, un des rares hommes de gauche ayant suivi de Gaulle à Londres, qui le met en garde. Le terme « *croisé* » fait référence aux croisades et, déjà à l'époque, il peut faire tiquer les juifs et les musulmans engagés dans la France libre. C'est la raison pour laquelle le mot de « *croisé* » est abandonné au profit de celui de « *compagnon* ».

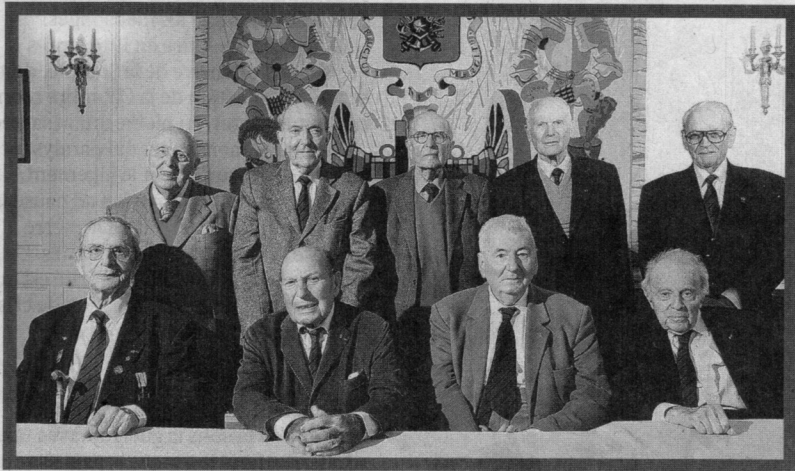
L'ordre va récompenser militaires et civils qui ont participé à la libération de la France et de son empire. La croix de la Libération est la distinction la plus prestigieuse de la Seconde Guerre mondiale. Le 29 janvier 1941 furent nommés les cinq premiers compagnons de la Libération, dont le socialiste Félix Eboué, gouverneur du Tchad qui fit basculer le pays dans le

giron de la France libre, le lieutenant Emmanuel d'Harcourt, qui partit à Londres même amputé d'une jambe, ou le futur amiral Georges Thierry d'Argenlieu, ancien responsable des Carmes de Paris qui avait rejoint de Gaulle à Londres dès le 30 juin. Pendant la Résistance, cette décoration est très souvent décernée sous pseudonyme, comme ce fut le cas pour Jean Moulin qui est fait compagnon de la Libération, le 17 octobre 1942, sous le nom de « *Caporal Mercier* ». Certaines villes, comme Paris, ont aussi été nommées dans l'ordre de la Libération.

La grande singularité de cet ordre est d'avoir été « *fermé* » par le Général en 1946 en quittant le pouvoir. Il signa un décret de « *forclusion* » (décret du 23 janvier 1946), estimant que le but de la libération avait été atteint. Cette « *fermeture* » suscita évidemment quelques grincements de dents chez certains résistants refusés par de Gaulle. Celui-ci s'en était expliqué : « *On me propose des candidats qui, bien que très dignes et vaillants combattants, ne répondent pas aux conditions tout à fait exceptionnelles qui justifient l'accession dans l'ordre.* » D'aucuns, qui n'en furent pas, en ont nourri une certaine amertume. « *Ainsi François Mitterrand. Quelques jours après la mort de De Gaulle, il déjeune avec l'ambassadeur des États-Unis et lui fait part de son regret de n'avoir pas été nommé compagnon de la Libération* », explique Éric Roussel. On peut aussi se demander pourquoi Mendès France ne fut pas compagnon de la Libération, s'interroge l'historien. Seules deux personnes seront nommées dans l'ordre après sa fermeture en 1946 : Winston Churchill, premier ministre du Royaume-Uni, qui est fait compagnon de son vivant, en 1958, et George VI, roi du Royaume-Uni, qui est nommé en 1960 à titre posthume. Le Général était si attaché à cet ordre que sur la photo officielle de la présidence de la République, en 1958, il porte le collier de grand maître de l'ordre. Le 9 novembre 1970, à la mort du héros du 18 Juin, le conseil de l'ordre de la Libération décide que le général de Gaulle n'aura pas de successeur.

Il a été décidé que le dernier compagnon de la Libération serait inhumé dans la crypte du Mont-Valérien. Il s'appelle Hubert Germain, ancien ministre de Georges Pompidou, actuellement âgé de 100 ans. ■

Le 16 novembre 2012, les derniers compagnons de la Libération se réunissent une ultime fois aux Invalides. Daniel Cordier (debout, premier à gauche) et Hubert Germain (assis, en veste marron).



tion le récit de la fête de la Fédération. » Ce soir de 1942, le monarchiste fait face au préfet de la République. Tout les oppose, finalement, sauf une chose : l'amour de la France. Et Moulin, dans le grand dénuement qui s'appelle la Résistance, croule sous les tâches administratives.

Pour mieux saisir l'importance de ce recrutement, il faut lire le livre de Laure Moulin, sœur de Jean, publié en 1969. « *Il était indispensable pour Rex de s'adjoindre des secrétaires et des agents de liaison. Trouver un bon secrétaire général, intelligent et sûr, qui puisse le suppléer largement n'était pas une chose facile, dans la pénurie de personnel compétent et impartial qui sévissait autour de lui. Mais voici qu'au moment où le besoin s'en faisait le plus sentir, il lui en tomba un du ciel. (Daniel Cordier) fut présenté à Rex qui, après l'avoir jaugé, le kidnappa pour son usage personnel.* »

Le secrétaire général Cordier, « *Bip-W.* » selon son nom de code de radio, « *Alain* » selon le pseudo donné par Moulin, donne ample satisfaction. Il a rappelés la vie de son patron et, au-delà, nombre de ses secrets. En 1941, le colonel Passy, patron du BCRA, lui a donné la terrible règle du jeu : « *Si vous êtes arrêté, vous serez interrogé et torturé afin d'obtenir les renseignements que vous possédez.* » Après des journées exténuantes, Moulin demande à Cordier d'assister à ses dîners avec des responsables de la Résistance et de la France libre. Un demi-siècle plus tard, Cordier se souviendra tout particulièrement des dîners entre Moulin et un Bidault « *étincelant* », dîners « *au cours desquels (il) a tant appris sur la politique, le pouvoir, la vie.* » Ces leçons résonnent encore aujourd'hui. Dix jours avant son arrestation, et des décennies avant le procès Barbie, Moulin confie à son jeune collaborateur : « *Le dernier des tortionnaires a droit à la justice. N'oubliez jamais notre différence avec les nazis.* » Cordier se rappellera aussi, avec férocité, des affrontements terribles de Moulin avec les patrons des réseaux de résistance Com-

bat (Henri Frenay), Libération (Emmanuel d'Astier de la Vigerie) et Franc-Tireur (Jean-Pierre Lévy). Dans ces conditions dantesques, le « *patron* » le surprend souvent, comme ce jour où Moulin déclame soudain des vers de Paul Valéry : « *Soleil ! Soleil ! Faute éclatante ! Toi qui masques la mort* » et lui conseille de lire ses essais : « *Je suis sûr que vous aimerez sa clarté après laquelle nous courons tous et qui ordonne la complexité du monde.* » Dans cette France occupée, Moulin, amoureux des arts, se fait passer pour un artiste peintre ou un marchand de tableaux, et Cordier est censé être son assistant. Quand la foule les entoure, quand le danger d'une imprudence se fait plus présent, les deux hommes discutent donc peinture. Une matière à laquelle Cordier ne connaît absolument rien et ne comprend pas grand-chose, notamment en matière d'art moderne et contemporain... Le jour de la première séance du Conseil national de la Résistance, ils visitent ainsi une exposition Kandinsky dans une galerie d'art. À l'occasion, l'ancien préfet promet à son secrétaire de lui faire visiter des musées après la guerre... Mais il n'y aura pas d'après-guerre pour Rex. Daniel Cordier a toujours été d'une sobriété et d'une retenue totale sur l'arrestation, en juin 1943, suivie de la mort sous la torture de celui qui « *comme Jeanne d'Arc et de Gaulle - naguère Maurras et Napoléon - appartient à (son) Olympe* ». Dans *Alias Caracalla*, Cordier se souviendra du sentiment qui l'animait : « *Afin d'être fidèle au patron, je vais accomplir mon devoir : expédier les affaires courantes.* » La figure de Jean Moulin va pourtant dominer le reste de l'existence de son secrétaire. En lui offrant d'abord, et par-delà la mort, une vocation après-guerre. Cordier, craignant de devenir l'égal des anciens combattants moralisateurs de l'entre-deux-guerres, se tait sur son passé résistant. L'homme qui, en 1942, ne savait pas qui était Picasso, s'épanouit comme marchand d'art. Devenu le marchand officiel de Dubuffet, il ouvre dans les années 1950 et 1960 des galeries à Paris, New York, Francfort. L'homme expli-

quera plus tard qu'il concluait des accords avec des artistes qu'il payait chaque mois en échange de toute leur production. Il fera don de sa collection au Centre Pompidou, une partie se trouvant aujourd'hui au Musée d'art moderne de Toulouse.

Dans les années 1970, une autre passion va prendre le pas sur l'amour de l'art : celle de l'histoire de la Résistance. Là encore, Jean Moulin, son œuvre, sa mémoire ne sont pas étrangers à la démarche. Devant les accusations d'Henri Frenay, qui affirmait que l'ancien préfet était un crypto-communiste œuvrant pour l'URSS, Cordier s'attelle à une tâche d'historien et de mémorialiste avec la même rigueur et la même ardeur que le collégien des années 1930 ou le Français libre des années 1940. Dans les années 1980 et 1990 paraîtront *Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance*, puis, en trois volumes, *Jean Moulin. L'Inconnu du Panthéon* et, enfin, *Jean Moulin. La République des catacombes*. Y est notamment détaillé le rôle central de Moulin dans la création du Conseil national de la Résistance, atout clé du général de Gaulle dans son dialogue musclé avec Churchill et Roosevelt. Mais Cordier ne s'arrête pas là : il redonne aussi vie à l'homme, rendant plus humaine la statue du commandeur. Il fait de même des années plus tard dans *Alias Caracalla* pour les « *petites mains* » de la Résistance, dont beaucoup sont morts ou ont connu les horreurs de la déportation. « *Ces équipes de filles et de garçons qui nous entourent et qui accomplissent avec bonne humeur et dévouement les tâches les plus ingrates* », « *dans les difficultés de la vie quotidienne de la résistance, peureuse, sans éclat* » que certains ont voulu ensuite « *transfigurer par un romantisme de roman d'espionnage, fort éloigné de la misérable réalité* ». Daniel Cordier fut ce chroniqueur lucide et chaleureux tout à la fois. Ce faisant, le compagnon de la Libération, membre du Conseil de l'Ordre depuis 2005 et chancelier d'honneur depuis 2017, a peut-être rempli sa plus belle mission : redonner vie à ses camarades. Et bien sûr au « *patron* ». ■